

Mairie de **CHINON**

**Dérogation à l'arrêté préfectoral  
du 27 Juillet 2024 relatif à la lutte  
contre les bruits de voisinage**

**N° 2024 - 662**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**

**Le Maire de la Ville de CHINON,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2214-4 et L.2215-1,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.571-6 à L.571-26, R.571-26 à R.571-97,

**Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1 et 2, L.1421-4, L.1422-1, R.1334-30 à R.1334-37, R.1337-6 à R.1337-10-1,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'article 15,

**Vu** la demande formulée le 22 Juillet 2024 par Madame Véronique Boulay – 21 Rue Paul Huet – 37500 CHINON,

**Considérant** que le dossier présenté par le pétitionnaire présente les mesures de protection prévues pour le public et les riverains, en rapport avec le niveau des émissions sonores qui seront diffusées,

**Considérant** que cette dérogation est nécessaire pour le déroulement des manifestations déclarées.

**ARRÊTE**

**Article 1** : Une dérogation à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage est accordée à Madame Véronique Boulay – sur le Parking du CIAS,

- **Le Mardi 10 Septembre 2024 de 17 h 30 à 23 h 30.**

**Article 2** : Le pétitionnaire s'engage à prendre toutes dispositions pour respecter :

- la tranquillité du voisinage,
- les horaires annoncés,
- une intensité des dispositifs sonores modérée afin que le public ne soit pas exposé à un niveau sonore portant atteinte à sa santé. Le public ne devra en aucun cas être exposé à un niveau sonore dépassant la valeur de 85 dB(A) exprimée en LAeq (10 minutes).

**Article 3** : Le pétitionnaire informera au préalable les riverains de la mise en œuvre de ce dispositif.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Madame la déléguée territoriale d'Indre-et-Loire de l'Agence régionale de Santé du Centre, Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale Intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

<b><u>Certifié exécutoire par :</u></b>	
<u>Dépôt à la Sous-Préfecture le :</u>	<b>23 AOUT 2024</b>
<u>Publication faite le</u>	<b>23 AOUT 2024</b>
Fait à Chinon, le	<b>22 AOUT 2024</b>
Le Maire,	Fait à Chinon, le <b>22 AOUT 2024</b>
<i>Par le Maire et par subdélégation l'adjoint au Maire</i>	Le Maire,
Jean-Luc DUPONT	
Chantal BASTIER	Jean-Luc DUPONT